

# Alors, quoi de neuf ? Pas grand-chose.

*La table ronde concernant la politique en matière de toxicomanie au Luxembourg, organisée conjointement par Agora et forum, s'est terminée par un non-lieu.*

Il est évidemment difficile d'écrire sur un non-événement, sauf peut-être d'analyser en quoi un tel non-événement ne pouvait être autre chose qu'un non-événement. Nous pensons ici à la table ronde organisée conjointement par *forum* et *Agora-Plattform fir eng human Drogepolitik* sur les enjeux et les perspectives de la politique luxembourgeoise en matière de toxicomanie.

Même si au niveau du contenu il ne peut être question d'un événement déterminant pour les années à venir, relevons quand même qu'outre la présence du Ministre de la Santé et des représentants de chacune des formations politiques de la Chambre des députés, une bonne centaine de personnes avait choisi de ne pas rester à la maison ce soir-là. Un certain nombre de professionnels bien sûr, mais aussi des citoyens comme les autres qui se sentaient interpellés par les enjeux philosophiques et démocratiques qui gravitent autour de ce sujet. Un regret : il n'y avait, hélas, pas assez de personnes directement concernées. L'un ou l'autre consommateur et quelques parents- par ailleurs bouleversants dans leurs prises de parole- avaient osé se montrer. Il est vrai qu'il faut encore toujours une certaine dose de courage pour témoigner en tant que toxicomane ou en tant que parent de toxicomane.

Le plateau était riche, l'assistance de qualité et le sujet passionnant et polémique. En somme, tous les ingrédients étaient réunis pour une soirée pétillante et explosive. L'événement ne fut pas à la hauteur du rendez-vous. Dommage pour

les amateurs de sensations. Logique pour les observateurs avertis.

Une certaine unanimité régnait parmi les invités politiques des différents bords pour constater et parfois regretter que la



“ vieille loi ” de 1973 soit dépassée, à bout. Une grande partie de la soirée a été passée à tourner autour de cette constatation. Face à cet échec, les avis divergent quant aux remèdes à utiliser, à préconiser. Certains n'hésitent pas à mouiller leur tricot, à proposer de nouvelles pistes de réflexion et d'action, allant jusqu'à parler de la nécessaire dépénalisation de certaines des substances jusqu'à maintenant prohibées. Il a même été question d'un droit à la défonce, à l'ivresse, du fameux *Recht auf Rausch*. Ces idées sont néanmoins restées très minoritaires.

La majorité du non-débat a continué à essayer d'établir des responsabilités dans

les différents retards accumulés par le projet de loi qui était censé modifier la loi de 1973. Nous avons évidemment eu droit aux sempiternels arguments sur l'étroitesse du territoire luxembourgeois et le risque inhérent de tourisme de la drogue que pourrait entraîner une modification de la loi. Même si ce risque était réel, il resterait à voir quelles proportions ce tourisme prendrait face à ceux des tourisme financier, pétrolier et du tabac.

Ces arguments finalement peu convaincants ont caché la nécessité de courage et de responsabilité face à une situation qui continue à tuer et à emprisonner. Dans ce sens, la prise de parole de parents concernés par la dépendance d'un de leurs enfants a été très forte. N'ont-ils finalement pas dit que leurs enfants étaient les otages d'une législation obsolète et injuste ? Verrons-nous au Luxembourg, comme par exemple au Canada, des parents devenir les plus grands défenseurs de certaines thèses antiprohibitionnistes ?

Au-delà de la législation à changer, la table ronde a montré que la question sur la politique en matière de stupéfiants relançait au moins deux autres questions importantes :

- quels sont les endroits où se passe le débat public ? Est-ce un hasard si les deux organisations de la soirée portent des noms faisant référence à ces lieux de débat public, le forum et l'agora. Face à la politique du consensus mou et de la pensée unique de la majorité des organes de presse au Luxembourg, il n'y a prati-

quement plus d'endroit pour que le débat puisse avoir lieu. Le sujet de la toxicomanie en est un parmi tant d'autres.

- outre les consensus annoncés plus haut, un autre semblait faire l'unanimité parmi les invités. Énoncé de manière simplifiée, il pourrait se résumer de la manière suivante : " en matière de drogues, je n'y connais pas grand chose, mais j'en parle quand même ". Cette solitude du décideur politique était flagrante et désolante lors de la soirée du 2 février. Alors, soit on choisit de remplacer les élus politiques par des technocrates compétents, soit on choisit d'informer nos représentants afin qu'ils ne puissent pas dire qu' " ils ne savaient pas ". L'option que *Agora* et *forum* favorisent apparaît clairement.

L'événement de la soirée aura donc été que malgré la constatation que la situation actuelle n'était plus supportable, il était impossible de

lancer un vrai débat d'idées, une confrontation de points de vues et de scénarii. L'idéologie des 30 dernières années a laissé des traces bien trop profondes, voire indélébiles, dans les esprits de beaucoup trop de monde. Il est difficile de labourer un champ dont les sillons, à force d'avoir été toujours labourés dans le même sens, sont devenus des remparts.

Alors, même les propositions et engagements du Ministre de la Santé d'accorder des moyens supplémentaires sont quelque peu passés inaperçus. Dommage, car ils vont dans la bonne direction. Et puis, il faudra peut-être bien un jour aussi se faire à la politique des petits pas si chère à nos représentants politiques.

Rendez-vous est d'ores et déjà pris pour dans deux ans.

**Hervé Hick**

# KONTAKTE

*Johann Kaspar MÜLLER und Joseph GÖRRES Marie SPEYER und Wilhelm RAABE Frantz CLÉMENT und Richard DEHMEL Pol MICHELS und Yvan GOLL Alexander WEICKER und Marieluise FLEISER Aline MAYRISCH und Ernst Robert CURTIUS Evy FRIEDRICH und Walter JACOB Joseph NOERDEN und Bertolt BRECHT Tony JUNGBLUT und Norbert JACQUES Anise KOLTZ und Horst BINGEL*

# KONTEXTE

Deutsch-luxemburgische LITERATURBEGEGNUNGEN



2, rue Emmanuel Servais  
L-2565 Mersch  
Tél.: (352) 32 69 55-1  
Fax: (352) 32 70 90  
e-mail: CNL@cnl.etat.lu  
Internet: www.etat.lu/CNL/



Montag - Freitag 10.00 - 18.00 Uhr  
Führungen nach Vereinbarung

AUSSTELLUNG  
18. November 1999 - 17. März 2000